



# RAPPORT FINAL D'ÉVALUATION

## Insertion sociale et professionnelle des jeunes Développement de la vie associative pour et par les jeunes « L'inclusion par les pairs »

AUTEURS  
Guy Julliard  
Cabinet NEO

Date de remise du rapport

DECEMBRE 2022

DOSSIER : APDOM6\_REUNION n°6

## **Insertion sociale et professionnelle des jeunes Développement de la vie associative pour et par les jeunes**

▪ **Nom de la structure évaluatrice : Cabinet NEO**

▪ **Responsable : GUY JULLIARD**

▪ **Equipe d'évaluateurs :**

▪ **Tél. de la structure : 0692 29 80 70**

▪ **Contact pour en savoir plus :**

Tél. : Idem

Email : julliardguy.neo@wanadoo.fr

# PREAMBULE

Cette évaluation a été financée par le Fonds d'Expérimentation pour la Jeunesse dans le cadre de l'appel à projets APDOM6\_REUNION lancé en 2018 par le Ministère de l'Education nationale, de la jeunesse et des sports.

Le Fonds d'Expérimentation pour la Jeunesse est destiné à favoriser la réussite scolaire des élèves et améliorer l'insertion sociale et professionnelle des jeunes de moins de vingt-cinq ans. Il a pour ambition de tester de nouvelles politiques de jeunesse grâce à la méthodologie de l'expérimentation sociale. A cette fin, il impulse et soutient des initiatives innovantes, sur différents territoires et selon des modalités variables et rigoureusement évaluées.

Les conclusions des évaluations externes guideront les réflexions nationales et locales sur de possibles généralisations ou extensions de dispositifs à d'autres territoires.

Les résultats de cette étude n'engagent que leurs auteurs, et ne sauraient en aucun cas engager le Ministère.

**Les résultats sont présentés en deux formats : un format long dit « Rapport final », et un format court de quelques pages qui présente les principaux éléments, résultats et enseignements.**

Ministère de l'Education nationale et de la Jeunesse  
Direction de la Jeunesse, de l'Education Populaire et de la Vie Associative  
Institut National de la Jeunesse et de l'Éducation Populaire  
Mission d'Expérimentation et d'évaluation des politiques publiques  
95, avenue de France – 75650 Paris CEDEX 13

Pour plus d'informations sur le déroulement des projets, vous pouvez consulter sur le site <http://www.experimentation.jeunes.gouv.fr/> la note de restitution finale soumise au FEJ par les porteurs de projets.

### **Insertion sociale et professionnelle des jeunes Développement de la vie associative pour et par les jeunes**

#### **L'inclusion par les pairs**

Mots clés : citoyen et pair

Structure porteuse du projet : l'Association des CEMEA

Nom et Prénom de la personne en charge du projet, Fonction dans la structure (pour chaque structure) : Florence MOULOUMA Directrice, puis JM MARINIER Responsable pédagogique

Structure porteuse de l'évaluation : Cabinet NEO

Nom et Prénom de la personne en charge de l'évaluation, Fonction dans la structure : Guy JULLIARD Directeur et consultant senior

Durée d'expérimentation : 25 mois

Date de remise du rapport d'évaluation : 30/06/2022

# RAPPORT FINAL D'ÉVALUATION

## Table des matières

INTRODUCTION GENERALE .....	5
UN CONTEXTE LOCAL DEFAVORABLE A L'EXPERIMENTATION .....	6
1. Problématique, questions évaluatives et hypothèses .....	7
2. Méthodes et outils .....	8
Analyses et résultats .....	8
1. Un projet, entre conception idéale et réalisation complexe .....	9
2. 2/3 de jeunes diplômés .....	10
3. Une démarche pédagogique forte sur une seule partie du projet .....	12
Enseignements .....	12
1. Des enseignements locaux .....	13
a. Un porteur coordonnateur qui connaît son public .....	13
b. La nécessaire mobilisation des acteurs publics locaux .....	13
2. Des enseignements nationaux .....	13
c. Du besoin de pérenniser des politiques publiques spécifiques .....	13
d. Développer des programmes tout au long de l'année .....	14
CONCLUSION GENERALE .....	14
VALORISATION .....	15

## INTRODUCTION GENERALE

---

L'évaluation s'est réalisée dans un contexte singulier à bien des égards. En premier lieu **la crise sanitaire et les restrictions accolées à celle-ci pendant une très longue période**, n'ont pas permis un fonctionnement cohérent, ni dans la réalisation de l'action ni dans sa phase évaluatrice.

D'autres difficultés se sont faites jour au fil du temps, à savoir **une grande « faiblesse » des associations participantes et des problèmes internes de gestion et d'organisation de la structure porteuse**.

Nous avons déjà évalué plusieurs projets FEJ auparavant, c'est la première fois que le contexte externe et la situation interne, s'avèrent aussi influents sur la nature même et bien sûr le déroulement des actions prévues.

Cependant le public jeune des deux cohortes qui a terminé son parcours s'est assez vite inséré dans la vie professionnelle, même de façon partielle (5 emplois, des CDD à temps partiel aussitôt la formation terminée), mais avec une connaissance fine des besoins des enfants dans le cadre des métiers de l'animation.

De façon plus précise, nous pouvons dire que 26 jeunes sont allés au bout de la démarche avec obtention du BAFA sur 39 stagiaires ; 7 personnes ont quitté la formation de façon positive et 6 n'ont pas réussi à suivre leurs camarades.

Pour la majorité des jeunes stagiaires (entre 15 et 20), ils ont également acquis une posture professionnelle avec une certaine confiance et assurance dans leurs capacités. Autrement dit, ils ont acquis les connaissances et savoir-être nécessaires pour se porter candidat en tant qu'animateur (trice) dans les associations et structures proches comme le CCAS de la commune. Cette affirmation reflète l'opinion des directeurs de stages, des référents des CEMEA et des entretiens que nous avons conduits avec les jeunes.

Ces avancées sont le résultat conjugué du travail fourni par les intervenants des CEMEA et par les stages pratiques ou les stagiaires FEJ se sont confrontés aux publics jeunes et à leurs demandes et besoins.

On peut également retenir pour quelques-uns, une compréhension de l'engagement citoyen et parfois une envie de s'y inscrire, même de façon ponctuelle.

En effet on a pu constater que des jeunes stagiaires, s'étaient portés volontaires pour « aider » dans des animations collectives ; certains jeunes se sont penchés sur la compréhension des missions portées par une collectivité, une interco, l'état, la région et le département. D'autres ont commencé à s'intéresser au fonctionnement de la collectivité avec les différences de statuts entre être élus et salariés.

Enfin nous pouvons retenir que « l'inclusion par les pairs » et la formation citoyenne n'ont pas fonctionné et pour plusieurs raisons ; la petite taille du tissu associatif local n'a pas permis de trouver des associations investies par des jeunes et l'expérimentation s'est faite dans le cadre de l'immersion, autour de quelques associations et surtout de personnes volontaires pour encadrer les stagiaires FEJ.

Le projet prévoyait des jeunes en poste dans les associations partenaires, afin que ceux-ci puissent accompagner les stagiaires dans la phase dite d'immersion, celle qui permet de mettre en pratique les enseignements du stage théorique.

Ces mini-associations de quartier, fortement dépendantes du pouvoir local, ne sont pas toujours des exemples d'un fonctionnement démocratique ; on peut par exemple trouver des présidents qui sont salariés de la collectivité dans le domaine d'intervention de l'objet de leur association et/ou des conseils d'administration qui ne fonctionnent pas car ils ont une existence toute théorique.

Nous pouvons aussi rencontrer des présidents et/ou des directeurs qui décident de tout pour tous !!!!

Dans ce type d'associations, les jeunes stagiaires ne pouvaient pas faire de liens entre les apprentissages théoriques (fait par les CEMEA) et le quotidien « assez pauvre » de ces organisations.

En conclusion, ce projet pensé et rédigé par deux personnes de l'association des CEMEA pour donner suite à une action initiale vécue dans une commune du sud de l'île, a perdu une partie de son sens, au départ de ces deux personnes de la structure porteuse, avant le démarrage de l'action. En outre, trois personnes se

sont succédé, pour la réalisation du projet, deux responsables pédagogiques et la directrice de l'association. Celle-ci a quitté l'association avant la fin de l'action.

## UN CONTEXTE LOCAL DEFAVORABLE A L'EXPERIMENTATION

---

Le projet porté par le Centre d'Entraînement aux Méthodes d'Education Active (CEMEA), association reconnue à la Réunion dans sa démarche de développement local reposant sur l'éducation populaire, avait déjà connu un début d'expérimentation ; en effet c'est pour donner suite à une première approche avec des jeunes de la commune du Tampon qu'un animateur et le directeur de l'association, décident de candidater pour un projet FEJ.

Celui-ci formulé et retenu a du rapidement être transféré à d'autres intervenants avant le démarrage de l'action, pour donner suite au départ de l'association de ses deux initiateurs ; le relais est rapidement pris par la directrice par intérim puis peu à peu par d'autres intervenants dont le chargé pédagogique.

Il va constituer une équipe pour intervenir auprès des jeunes, mais dans une dynamique « classique » du fonctionnement des CEMEA ; autrement dit il va partir dans l'idée forte de l'insertion professionnelle locale à partir de l'obtention du BAFA.

**L'inclusion par les pairs et la formation citoyenne, resteront certes des objectifs mais pas de premier plan.**

Il s'agissait de trouver pour la partie dite « en immersion » des associations locales, dans lesquelles de jeunes animateurs pouvaient accueillir les stagiaires et les aider à acquérir les postures professionnelles dans l'animation socioculturelle ; il s'est avéré que dans les associations retenues il n'y avait pas de jeunes ou que ceux-ci n'étaient pas disponibles pour les jeunes stagiaires.

La formation citoyenne reposait sur deux piliers, à savoir des connaissances théoriques dispensées par les CEMEA et des associations supports pour permettre aux jeunes :

- *De découvrir le fonctionnement d'une association loi 1901*
- *De comprendre les liens entre association et collectivité*
- *De s'investir dans des actions en tant que bénévole*

Si la première cohorte s'est déroulée dans ce contexte ou la situation sanitaire a fortement perturbé les rencontres, la seconde partie de l'intervention a vu deux départs supplémentaires chez les CEMEA et l'action se terminer au milieu de nombreuses difficultés.

Très rapidement le choix de la commune de Sainte Marie s'est avéré peu judicieux. A l'enthousiasme des premiers recrutements, a fait place le peu d'investissement du tissu associatif et des acteurs locaux.

Compte tenu de notre connaissance locale, nous avons mis en garde assez vite l'association des CEMEA sur les difficultés à trouver des pairs dans des associations peu actives au quotidien.

Nous avons également soumis à la réflexion des CEMEA le décalage qu'il pouvait y avoir pour les jeunes stagiaires entre l'apprentissage théorique sur le fonctionnement citoyen et la réalité locale, tant du point de vue des associations que de la gestion communale.

Si le contexte territorial s'est dégradé au fil du temps, c'est également que ces associations sont soumises à une pression politique quotidienne très forte et qui s'est elle-aussi accentuée dans la deuxième partie de cette expérimentation.

En effet lors des élections municipales de 2020, le maire historique de la commune devenu sénateur de la Réunion, s'est « fâché » avec son premier adjoint à qui il avait « confié » la mairie. Cette situation s'est cristallisée et le tissu associatif se retrouve souvent pris en otage entre deux clans qui s'affrontent régulièrement sur le terrain et dont la presse quotidienne se fait souvent écho.

La situation financière de la commune est également rapportée publiquement comme catastrophique avec une éventuelle menace de tutelle administrative.

## 1. Problématique, questions évaluatives et hypothèses

La problématique globale de cette expérimentation portée par ses initiateurs et validée par les instances nationales et locales reposait sur **l'ambition de former des animateurs dotés d'un pouvoir d'agir assez fort pour pouvoir s'exprimer assez rapidement dans une dynamique territoriale de proximité. En effet, il était souhaité que le regard extérieur des nouveaux diplômés, puisse dynamiser le tissu associatif local et apporte des innovations dans les modes d'intervention des acteurs.**

**Les questions évaluatives recouvraient divers domaines, à savoir l'organisation, les contenus pédagogiques et les comportements des jeunes stagiaires.**

**Du côté de l'organisation, la question de la gouvernance et du fonctionnement partenarial étaient centrales.**

En effet, au-delà des instances mises en place et des réunions de COPIL et COTECH, comment concrètement devaient fonctionner les liens entre partenaires ?

Quelles attentes du porteur de projet, au regard de chaque partenaire ?

Quel rôle d'ensemblier devait on attendre des CEMEA ?

**L'association des CEMEA avait prévu différents temps avec les stagiaires, dans des conditions différentes et suivant des contenus bien précis.**

Comment ceux-ci s'articulaient-ils et avec quelle progression pédagogique ?

Le stage 1 du BAFA permet l'acquisition de connaissances théoriques, l'immersion en association et les stages pratiques servent de mise en application ; les journées de regroupement permettent d'approfondir certaines données ou attitudes (règlements, connaissance de soi..) et enfin le dernier stage dit BAFA 3 permet de faire la synthèse des connaissances et comportements.

Comment les acquis étaient-ils vérifiés ?

Les CEMEA à travers les intervenants pédagogiques, avaient prévus des temps avec les associations et les jeunes ; la direction avait élaboré une grille qui n'a pas été utilisée à notre connaissance.

Il s'agissait d'un livret de 6 compétences : s'engager-prendre parti/travail en équipe/communiquer/organiser/être force de propositions/avoir des projets.

Quels ajustements pouvaient être mis en place en cas de défaillances individuelles et/ou collectives ?

Les CT devaient servir à valider les réajustements nécessaires dans un cadre partenarial.

**Le « recrutement » des jeunes devait se faire sur la motivation et la capacité à s'investir dans le tissu associatif local.**

Quelle méthode devait permettre de répondre à ces attentes ?

Les opinions des institutions et les entretiens étaient les outils développés pour répondre à cette question centrale pour l'engagement des jeunes.

Comment était-il prévu de s'assurer de la motivation et de l'engagement des jeunes sur le long terme ?

Leur participation active dans les cours, le suivi et les stages faisaient partie de cette évaluation qui demandait un engagement partenarial fort.

Comment était-il prévu de s'assurer de la capacité des associations à les recevoir et les guider ?

Des échanges et des réunions étaient prévues pour ce faire.

L'ensemble de ces questions évaluatives, permet de mesurer la difficulté de l'exercice dans lequel s'est engagé le porteur de projet, car de nombreux paramètres n'entraient pas dans son champ d'intervention ou dans sa sphère d'influence ; dans ce cadre les hypothèses posées au départ étaient fragilisées.

**Comment penser que les jeunes pouvaient accéder en quelques mois à adopter un comportement citoyen et un ancrage territorial, quand une grande partie du temps de l'action se déroule dans le tissu associatif local ?**



## 2. Méthodes et outils

La méthodologie mise en œuvre par les CEMEA reposait avant tout sur un savant dosage d'apports théoriques et pratiques avec des temps d'analyse régulier, afin de répondre aux questions posées par les stagiaires.

Du côté théorique les apports essentiels étaient fournis par les intervenants des CEMEA et l'opérationnalité du projet était plutôt conduite par les partenaires associatifs ; Ce modèle a été utilisé pour les deux cohortes et s'est déroulé lors des trois temps forts de l'acquisition du BAFA (une semaine de théorie, un stage pratique et une semaine de confirmation) ; lors des très nombreux regroupements dits ateliers (remobilisation, analyse de la pratique, découverte, territoire...) ainsi que lors d'un temps de construction d'un projet et de sa présentation dans un salon.

Il est à noter que la progression des acquisitions se faisait dans le temps avec un point fort pour clôturer cette formation, avec la réalisation d'un projet et sa présentation.

**Nous avons donc mis en œuvre, une évaluation qui nous permettait de noter régulièrement les acquis des stagiaires dans leur manière de se comporter et d'appréhender les difficultés auxquelles ils se confrontaient.** Nos observations in situ pendant les interventions des CEMEA, dans les temps d'insertion au sein des associations, pendant les stages pratiques et les contenus recueillis au cours des échanges individuels et collectifs, nous ont permis d'évaluer une partie du fonctionnement du dispositif mais surtout les acquis des stagiaires.

C'est un total de **31 journées** qui ont été nécessaires à cette forme d'évaluation et pour les deux cohortes.

Les entretiens individuels réalisés avec les partenaires institutionnels et associatifs (12 personnes) se sont déroulés pendant **4 journées** ; notre participation active aux Comités de Pilotage et technique a demandé un équivalent de **5 journées**.

La construction d'un questionnaire, afin de compléter notre recueil des données en comparant les remarques « à chaud » (fin des séances) et plusieurs jours après, sa passation et son traitement (4 fois au total), ont été réalisés selon l'équivalent temps plein de **8 journées**. **6 autres journées** ont été consacrées à l'analyse du recueil des données observées. Enfin **8 journées** ont permis de fournir des bilans mais également des écrits pour faire le point et/ou réinterroger les acteurs sur l'avancée des travaux.

**39 jeunes stagiaires (26 pour la première cohorte et 13 pour la seconde) ont été enquêtés ; 26 jeunes ont acquis le BAFA citoyen (18+8) et ont participé au processus d'évaluation finale.**

**Afin d'affiner l'opinion des jeunes stagiaires de la deuxième cohorte, nous avons mis en place un groupe WhatsApp pour échanger de façon libre et à notre rythme (jeunes et évaluateur).**

Cette expérience de l'usage du téléphone et cette possibilité de répondre à des questions quand les jeunes se sentent prêts et disponibles, ont été accueillis avec satisfaction et ont permis d'affiner des opinions par exemple sur la citoyenneté. Pour certains être citoyen se limite à la connaissance et l'utilisation des institutions et pour d'autres il s'agit essentiellement d'une notion d'engagement envers d'autres personnes ou pour des causes importantes comme l'environnement.

## ANALYSES ET RESULTATS

---

Deux axes seront abordés dans ce chapitre d'analyses et de résultats, à savoir le projet et les jeunes stagiaires.

Dans le cadre **du projet** nous passerons en revue les questions essentielles des objectifs, des contenus et de la démarche pédagogique, mais également le fonctionnement partenarial et la gouvernance globale de cette expérimentation.

**Du côté des jeunes** nous évoquerons leurs origines socio-économiques, leurs cheminements pendant l'expérimentation et leurs souhaits à la fin de ce parcours individuel et collectif.

## 1. Un projet, entre conception idéale et réalisation complexe

**Nous avons très vite noté un décalage important entre les concepteurs du projet, ceux qui ont été chargés de le mettre en œuvre et les partenaires sollicités.** Si les premiers souhaitaient former des citoyens acteurs de leurs territoires, les partenaires ont d'emblée orienté le projet vers l'insertion professionnelle des jeunes.

**C'est le premier décalage important que nous avons constaté lors de la première cohorte** ; en effet le projet portait comme axe fort l'insertion des jeunes dans les différentes organisations locales ; en ce sens le projet devait permettre cette immersion tôt dans la formation grâce à l'implication des acteurs associatifs, salariés et bénévoles.

L'utilisation de la « garantie jeunes » (dispositif d'insertion) pour sélectionner les jeunes était le premier pas d'une possible « dérive » mais avait finalement été accepté par les CEMEA après un temps de réflexion. En effet, nous avons noté avec les acteurs concernés qu'il était difficile de mobiliser sur une base bénévole (malgré l'obtention gratuite du BAFA) les jeunes des quartiers populaires ; dès lors qu'il a été entendu de privilégier les jeunes qui seraient indemnisées (garantie jeunes) il a été pointé que la motivation principale pouvait se situer dans la réception de cette allocation.

Le choix de privilégier des jeunes ayant sollicité la collectivité pour un emploi ou une activité professionnelle confirmait cette prépondérance qui était parfois signifiée par des agents communaux aux jeunes de la façon suivante : « grâce à la « garantie jeune » tu vas avoir 400 euros pour être en formation, passer un BAFA gratuitement et peut-être trouver un emploi au bout »

**Bien sûr les concepteurs du projet ne négligeaient pas l'insertion des jeunes issus des quartiers prioritaires, mais ils ciblaient surtout la « construction de citoyens » critiques, autonomes et ancrés dans un territoire. Pour cela ils comptaient sur leur démarche pédagogique progressive et sur l'appui des partenaires.**

Les opérateurs des CEMEA, ont « surfé » entre ces deux positions parfois incompatibles avec des objectifs assez différents entre les moments théoriques et les temps pratiques ou d'immersion dans le tissu associatif.

En effet, tout au long des formations théoriques et des ateliers de réflexion, les opérateurs des CEMEA ont proposé aux jeunes des contenus précis avec un cadre pédagogique respectueux du développement local et de l'éducation populaire ; il s'agissait de favoriser la prise d'initiative et l'autonomie des personnes, à travers la formation de citoyennes et citoyens, dignes et fiers d'incarner ces valeurs.

Cette base essentielle de formation des citoyens de demain, n'a pas trouvé son pendant opérationnel dans les stages pratiques ou l'immersion dans les associations locales.

**Par exemple, nous avons noté que le besoin d'animateurs pendant les vacances pour le CCAS a prévalu sur les valeurs portées par l'éducation populaire et le développement local.**

En effet, la direction du CCAS et la collectivité avaient le souci de trouver des animateurs en nombre pour pouvoir répondre à la demande des habitants concernant leurs enfants pendant les vacances scolaires.

Ceux sont les directeurs des centres de vacances qui ont accueilli les jeunes et les ont fait fonctionner dans leur cadre de référence à eux, parfois assez différents des méthodes prônées par le porteur de projet.

Si les stagiaires avaient appris à programmer des temps d'échanges avec les enfants, pour noter leurs ressentis sur les actions conduites et/ou pour réfléchir à d'autres possibilités, des directeurs n'ont pas mis en place ces temps de concertation et ont demandé aux stagiaires de faire telle ou telle action. Des stagiaires ont pallié l'absence de titulaires auprès des enfants, sans aucune préparation. Quelques jeunes ont évoqué lors des bilans effectués entre le CCAS, ses directeurs, la ville et les CEMEA, les remarques suivantes :

- « l'animation sur le terrain c'est pas pareil qu'au tableau »
- « avant j'avais pas compris comment faire avec les enfants »
- « les stages c'est concret »
- « c'est dur de se retrouver tout seul »

Les jeunes ont retenu l'opérationnalité de la fonction d'animateur, alors qu'ils n'avaient pas encore assimilé le rôle et les missions de base.

**La formation par les pairs (des jeunes animateurs présents dans les associations qui deviennent tuteurs des jeunes stagiaires),** un des pivots du projet, n'a pas fonctionné parce que dans ces associations il n'y a pas de jeunes à leur image et que la professionnalisation des interventions est faible. Il faut également retenir que les acteurs associatifs sont peu nombreux, s'organisent et s'investissent comme bon leur semble, dans un cadre où la structuration des associations est dépendante du bon vouloir politique. Les jeunes stagiaires ont rapidement adopté les comportements et attitudes de leurs collègues.

**Comme il n'y a pas eu de gouvernance globale du projet,** les associations de quartier et les partenaires principaux comme la collectivité et les structures d'insertion, ont fonctionné suivant leurs habitudes en insérant les jeunes stagiaires.

Les opérateurs des CEMEA se sont consacrés à leurs actions directes et à mobiliser les jeunes dans de nouveaux créneaux lors des absences du tissu associatif, mais ils n'ont pas suivi le déroulement du projet à l'intérieur des structures associatives dans le cadre du stage pratique et des temps d'immersion.

**Les divers comités (pilotage et technique) mis en place, ont parfois noté les écarts entre le projet et sa réalité, mais cela est resté lettre morte dans l'opérationnalité du quotidien.**

## 2. 2/3 de jeunes diplômés

**A 90% les jeunes étaient issus des quartiers prioritaires de la ville** mais on a pu noter une différence entre les deux cohortes. Au-delà du nombre de jeunes bien sûr (26 pour la première cohorte<sup>13</sup> pour la seconde), la première cohorte était beaucoup plus « féminine » et la deuxième avait un niveau socioculturel global plus élevé.

Lors du premier stage en extérieur pour une semaine dans l'ouest de l'île, plusieurs garçons sortaient dans cette mini région pour la première fois ; ils étaient également un certain nombre à s'initier à la vie en collectivité alors que les plus jeunes avaient 17 ans et les plus âgés 27 ans.

Ils s'exprimaient tous dans un « créole commun » avec un vocabulaire assez pauvre. Leurs années d'école étaient un souvenir ancien et souvent douloureux, car vécu avec humiliation pour eux-mêmes et parfois leurs familles.

Rester assis, à écouter était pour certains, une véritable gageure.

Les jeunes de la deuxième cohorte, étaient également des quartiers prioritaires mais presque tous étaient diplômés et venaient dans cette expérimentation avec une idée assez précise de leur avenir dans le social ou le médico-social. Cette différence est dû à un recrutement porté essentiellement par les CEMEA et la mission locale ; la collectivité très active dans la première cohorte s'est détournée du recrutement dans cette deuxième cohorte pour des raisons internes.

Les 13 jeunes (total des deux cohortes) qui n'ont pas réalisé la totalité de leur parcours se divisent en deux catégories identiques, à savoir :

- ✚ **6 « abandons » ou des « exclusions »** : difficulté à concilier stage et vie de famille, comportement inadapté en collectif, absence de motivation ; 5 jeunes étaient issus de la première cohorte et un de la deuxième.
- ✚ **7 « sorties par le haut »** avec des embauches souvent à temps partiel et dans le domaine de l'animation. 3 jeunes de la première cohorte et 4 de la seconde appartiennent à cette catégorie :
  - **3 emplois CDD au CCAS**
  - **2 créations d'entreprises**
  - **Un emploi CDI dans un autre domaine**
  - **Une entrée en formation très attendue par le stagiaire**

Comme lors de nos précédents écrits, nous pouvons dire que les jeunes qui réalisent l'ensemble du parcours sont globalement satisfaits de celui-ci et nous pouvons retenir des échanges qu'ils se sentent plus à l'aise et beaucoup se disent capables d'intervenir auprès d'enfants dans des structures d'animation.

Environ la moitié de ces jeunes pense également avoir progressé sur un plan personnel sans que cela soit bien clair entre réflexions et attitudes. La question citoyenne est évoquée par à peine un quart des jeunes et souvent correspond à une meilleure connaissance des institutions.

Les plus investis regrettent le temps passé dans les associations « à ne rien faire » « à s'ennuyer » et à ne pas trouver de réponses à leurs questions : comment fonctionne l'association ? comment sont organisées les tâches à effectuer ?

Dans les entretiens que nous avons eu avec les jeunes, mais aussi dans les réunions avec les intervenants des CEMEA, nous avons pu noter :

- ✓ Des prises de paroles plus affirmées en fin de stage
- ✓ Des jeunes capables d'animer des réunions avec leurs pairs
- ✓ Des échanges plus consistants sur les contenus avec des critiques et des demandes de précisions de la part de 4/5 jeunes dans chaque groupe
- ✓ Des prises de conscience de certains qui hésitaient à s'engager dans la vie active et qui ont eu le déclic.

*« j'ai maintenant confiance en moi »*

*« je ne sais pas ce que je veux faire, mais depuis ce stage je cherche ma voie »*

*« j'ai maintenant des projets dans ma vie »*

**Conduisant d'autres études à la réunion auprès de jeunes des quartiers populaires, nous pouvons dire que ceux des QPV de la commune de Sainte Marie ne sont pas différents.** Une grande partie de la jeunesse réunionnaise, se sent délaissée par les institutions et les acteurs locaux et à l'image de leurs familles, s'est éloignée de la sphère publique.

**Ces expérimentations sont les bienvenues et apportent à ceux qui terminent positivement le parcours un indéniable sentiment d'avoir enfin réussi quelque chose.**

Notre connaissance du tissu associatif local, à travers deux travaux réalisés par notre cabinet (évaluation du contrat de ville à mi-parcours et accompagnement à la mise en place d'un centre social) conjuguée à l'expérimentation de la première cohorte, **nous a amené à interpeller le porteur de projet afin qu'il réfléchisse à la poursuite du projet (deuxième cohorte) dans une autre commune, plus structurée sur le plan associatif.**

### 3. Une démarche pédagogique forte sur une seule partie du projet

Nous avons observé la mise en œuvre par les référents pédagogiques, d'un cadre assez large mais structurant ; il s'agissait de trouver une dynamique qui à la fois posait les bases claires et précises d'un comportement professionnel, mais permettait de s'adapter aux jeunes qui ont un passif avec leur scolarité, c'est-à-dire mettre ce cadre en place de façon progressive. Il est donc primordial de transmettre des connaissances dans une forme respectueuse des jeunes adultes présents mais qui soit quand même ordonnée et productive sur un plan individuel et collectif.

Quelques comportements déviants ont été repris autant que faire se peut par les référents qui ont parfois été obligés de modifier instantanément des méthodes qui ne passaient pas, comme des demandes d'écrits individuels en début de formation, ce qui rappelait trop aux jeunes des situations d'échecs scolaires.

« Monsieur vous refaites l'école et moi je ne comprends pas »

« Je veux bien faire mais si mon camarade m'aide »

Nous pensons également aux règles à retenir dans le cadre des Accompagnements Collectifs de Mineurs (ACM) et qui sont proposées dans la première partie du BAFA.

Enfin, retenons que rester assis pendant plusieurs heures représentait pour certains participants, beaucoup d'efforts.

Malgré les difficultés énoncées, les acteurs des CEMEA chargés des groupes de stagiaires, ont plutôt bien maîtrisé ces situations et donc le résultat est plutôt positif en termes de gouvernance pédagogique du « face à face ».

Compte tenu de la situation interne de l'association, nous avons suivis plusieurs formateurs au contact des stagiaires dans leur cadre d'apport théorique et d'aide à la réflexion des jeunes. Le savoir-faire et la posture des intervenants, sont bien maîtrisés à la satisfaction de la majorité des jeunes stagiaires.

Nous avons tout d'abord noté la très bonne connaissance des jeunes issus des milieux populaires par tous les intervenants des CEMEA. Les situations complexes sont très vite descellées et immédiatement traitées par un référent, pendant que l'autre s'occupe du groupe.

Ils ont tous beaucoup d'expériences dans le domaine de la transmission de connaissances et de valeurs auprès des jeunes, ce qui leur permet assez vite d'anticiper les difficultés d'apprentissages et de proposer d'autres méthodes pour éviter l'abandon de jeunes déjà en échecs dans leur quotidien.

« *nos formateurs sont top* »

« *si je suis encore là, c'est grâce à eux* »

« *ils sont gentils et fermes* »

**L'association des CEMEA porte de fortes valeurs et une culture partagée en son sein quant à la transmission vis-à-vis de leurs publics.**

## ENSEIGNEMENTS

---

Deux types d'enseignements peuvent être retenus, ceux qui concernent les acteurs locaux et plus précisément les porteurs de projet, mais également les décideurs nationaux qui doivent rapprocher les appels d'offres des besoins souvent particuliers dans nos îles.

## 1. Des enseignements locaux

Deux enseignements locaux ont retenu notre attention.

### a. Un porteur coordonnateur qui connaît son public

**Au titre du premier axe défini**, il nous est apparu évident que pour que des projets ambitieux produisent des résultats, **le porteur doit maîtriser l'ensemble des éléments et se comporter comme un coordonnateur partenarial.**

De façon précise, la maîtrise et la gestion de l'ensemble des éléments nécessitent **un travail très important en amont du démarrage du projet**, afin de s'assurer que tous les axes sont réalisables tels que pensés par le concepteur. Si nécessaire des ajustements doivent être réalisés et signifiés au national qui a validé le projet.

Dans le cadre de ce projet, il aurait été souhaitable que les CEMEA se chargent du recrutement des jeunes et que les associations qui ont reçu en immersion les jeunes, signent une convention d'engagements réciproques, afin de trouver une continuité du projet entre enseignements et terrain d'expérimentation.

**En ce qui concerne le public, il paraît très important de promouvoir un projet qui concerne déjà des jeunes connus par le porteur si possible et en particulier une association territoriale bien implantée** ; en effet pour optimiser les chances de réussite d'un projet qui vise à des changements de comportements et d'attitudes dans un temps court (2 ans maxi) il faut un préalable de connaissance entre le porteur de projet et les jeunes.

### b. La nécessaire mobilisation des acteurs publics locaux

Au regard des projets déjà évalués et en particulier à propos de celui-ci, **il apparaît difficile de mobiliser les acteurs publics locaux** et pour deux raisons principales ; premièrement ils sont fortement sollicités par les programmes d'actions qu'ils doivent mettre en œuvre et souvent ils intègrent les projets extérieurs dans le cadre de leurs logiques et savoir-faire.

Enfin, il nous semble que **les référents de la DRAJES qui ont sélectionné au départ le projet, devraient être davantage intégrés dans l'ensemble du dispositif, en particulier quand des difficultés se font jour.**

## 2. Des enseignements nationaux

Deux enseignements concernent le national.

### c. Du besoin de pérenniser des politiques publiques spécifiques

Les jeunes des quartiers prioritaires de l'île de la réunion, ont du mal à entrer dans les politiques publiques jeunesse et/ou insertion, portées par les institutions. **Les projets APDOM sont construits en direction de ces publics, de façon pluriannuelle et donc correspondent davantage aux aspirations de ces jeunes.**

De nombreuses politiques publiques ne concernent pas directement des publics et **priorisent des thématiques**, ce qui laisse moins de place aux projets et actions correspondant aux besoins globaux des populations.

Pour avoir l'habitude d'évaluer des politiques publiques, nous avons le sentiment que les habitants sont souvent vus sous des angles partiels : insertion, emploi, éducation, pauvreté, logement, sécurité....

#### d. Développer des programmes tout au long de l'année

Notre expérience des besoins en particulier chez les jeunes, nous amène à imaginer des politiques publiques « très ouvertes » en direction des jeunes les plus éloignés de l'insertion sociale et professionnelle.

Les politiques publiques spécifiques à nos territoires doivent proposer des contenus correspondant aux besoins, mais également un cadre accessible à cette jeunesse parfois difficile à appréhender puis à mobiliser.

C'est la raison pour laquelle, il faut pouvoir mobiliser à tout moment de l'année, un programme, à partir de la validation d'un projet par l'institution locale de référence (Drajes) puis par le national. Aucune politique publique ne permet cette dynamique actuellement, elles correspondent toutes à des appels à projets et à des programmations annuelles.

Nous proposons qu'à côté de cette mise en œuvre, il puisse y avoir un système qui permet à un porteur de projet de solliciter les institutions tout au long de l'année, afin que le temps de la co-construction du projet avec les jeunes et de son déroulement soit le plus court possible.

En outre, il est à noter la forte demande des porteurs de projet en direction des services de l'état comme les conseillers techniques des services déconcentrés pour les aider à construire des actions à fortes plus values pour les jeunes.

## CONCLUSION GENERALE

---

En conclusion et dans le cadre des résultats obtenus, nous retenons une remarque principale, et quatre points qui illustrent celle-ci :

**Nous avons noté, un fort décalage entre les concepteurs qui souhaitent former des citoyens dotés d'un fort pouvoir d'agir dans leur territoire et la réalisation d'un projet à dominante « insertion professionnelle » dans les métiers de l'animation et de la petite enfance.** L'intérêt majeur de ce projet et de sa réussite, concernant le « pouvoir d'agir citoyen » était contenu dans la complémentarité des actions produites, à savoir stages BAFA, immersion dans les associations locales, réalisation d'un mini-projet et journées de suivi et de formations spécifiques. La non-maitrise de certaines parties n'ont pas permis une réussite totale du projet dans ce cadre, mais de nombreuses satisfactions sont à retenir surtout du côté des jeunes.

Notons également que l'inclusion des stages pratiques dans les territoires de vie des stagiaires, ont permis des connections simples et rapides en matière d'insertion professionnelle. En résumé :

- ✓ *Une gouvernance partielle des CEMEA, qui ont délégué de fait une partie du recrutement des jeunes à la collectivité et « l'immersion » aux associations locales, ce qui a contribué au décalage évoqué en amont.*
- ✓ *Un important investissement de l'équipe pédagogique et de la direction des CEMEA dans un environnement politique local complexe.*
- ✓ *Des jeunes qui ont navigué entre un cadre théorique fort et une expérience associative « en immersion » souvent peu structurée.*
- ✓ *2/3 des jeunes qui ont obtenu leur BAFA et une quinzaine qui sont potentiellement des animateurs à disposition des structures locales.*

Quatre éléments également à retenir du côté des enseignements, deux d'ordre local et deux qui concernent le niveau national :

- ❖ *Un porteur de projet coordonnateur de l'ensemble des actions et des acteurs avec si possible une bonne connaissance du public jeune ; les projets complexes nécessitent une phase importante de travail en amont du démarrage « des actions terrains » et qui peut s'avérer déterminante pour la bonne marche et les résultats escomptés.*
- ❖ *La nécessaire mobilisation des acteurs publics locaux dans leurs rôles de conseils techniques pour faciliter la réalisation des projets.*
- ❖ *La pérennisation des politiques publiques spécifiques car à l'image des projets APDOM, elles correspondent bien à la réalité des jeunes domiens de la Réunion, en particulier dans leur dimension non-régaliennes, autrement dit non-thématisées à outrance.*
- ❖ *Le développement de politiques publiques pour les jeunes réunionnais issus des QPV, qui soient « très ouvertes », c'est-à-dire, disponibles à tout moment de l'année, et dans des temps courts entre la dépose du dossier et sa notification.*

## Bibliographie et annexes

Le pouvoir d'agir ou empowerment, étant une finalité importante dans le comportement attendu des jeunes stagiaires, nous avons consulté plusieurs ouvrages et revues, afin de comprendre son mécanisme profond et savoir comment l'évaluer.

Deux ouvrages nous ont guidé :

« l'empowerment, une pratique émancipatrice ? » de MH Bacqué et C Brevener

Un article de Yann Le Bossé, Francine Dufort et Line Vandette, concernant une Mesure d'Indicateurs Psychosociologiques du Pouvoir d'Agir (MIPPA).

La notion « de pairs » étant aussi une méthode d'apprentissage divers, nous avons aussi consulté divers ouvrages, traitant la plupart du temps de cette notion dans le cadre de la santé et/ou du domaine scolaire.

## VALORISATION

---

Nous avons surtout évoqué avec d'autres collectivités cette expérimentation, parce que nous restons persuadés de son bien-fondé, à partir du moment où les engagements des principaux partenaires sont clairs et tenus.